Mardi 13 février 1979 – No 1 029

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Pour agir tous ensemble et en même temps

LA journée du 16 sera sans aucun doute un moment important dans la lutte contre les licenciements engagée par les sidérurgistes. Pour la première fois depuis l'annonce du plan de restructuration et présisément du nombre de suppressions d'emploi, le 12 décembre dernier, ceux-ci sont appelés à agir tous ensemble : voilà déjà un événement qui correspond très certainement à l'aspiration des sidérurgistes.

Agir tous ensemble, en même temps : voilà bien en effet qui permet de frapper plus fort.

Et d'ailleurs, sans que cela ait le caractère officiel et organisé d'une consigne syndicale, c'est bien ensemble qu'à Longwy ou Denain, dans le Nord ou en Lorraine, les sidérurgistes ont porté leurs coups ces temps derniers contre les mêmes objectifs : institutions locales du pouvoir d'État, comité d'entreprise bloqués et directeurs « retenus », voies ferrées, routes barrées et trafic interrompus, etc.

Stopper l'offensive patronale après les nombreux coups déjà subis, à un moment où le nombre des chômeurs approche les deux millions, faire échec à un plan d'une telle ampleur exige en effet de rassembler des forces importantes pour établir un rapport de force favorable à la classe ouvrière.

Or, la classe ouvrière n'a pas été organisée ni préparée face à une telle offensive, face à un gouvernement et un patronat qui ont pu enfoncer de nombreux coins et faire passer plusieurs vagues de licenciements sans résistance et opposition sérieuses.

Cette résistance, cette opposition sont apparues sur le terrain. Un début d'unité a commencé à s'y construire.

La journée du 16 peut être une étape dans ce sens, si, à partir du rassemblement de très importantes forces de la classe ouvrière dans toute la sidérurgie et de tout le peuple dans des régions entières – et ce sera le cas, n'en doutons pas – elle fait passer la lutte à un niveau supérieur.

Cela se peut si, après le 16, les profits du patronat sont encore plus durement touchés :

– par l'arrêt ou l'entrave plus importante de la production, (grèves et autres actions non seulement dans les secteurs sur lesquels pèsent les licenciements comme Denain ou Longwy, mais aussi ceux qui travaillent à plein comme Dunkerque ou Fos).

– par une coordination effective et organisée des actions dans les différents secteurs, autour de revendications qui puissent les unir : contre les licenciements, pour les 35 heures et la cinquième équipe ;

– par la solidarité active de tous les travailleurs dans les régions du Nord et de Lorraine et aussi partout en France. Elle se fait, par exemple, lorsque les travailleurs d'autres branches ou régions entrent eux-mêmes en lutte.

C'est à cela que nous consacrerons tous nos efforts, tant dans la préparation de la journée que dans son déroulement et dans son unité.

Non aux licenciements dans la sidérurgie !

Du travail pour tous !

Denain, Longwy, Dunkerque solidarité !

Gilles CARPENTIER

Le régime du Shah définitivement balayé

- *Khomeiny prend le pouvoir*
- *URSS-USA : tension toujours très vive*

EN voulant maintenir l'ordre dans une caserne où les militaires avaient manifesté en faveur de Khomeiny, la garde impériale a mis le feu aux poudres. Pendant deux jours, la bataille a fait rage à Téhéran. La population, aidée de fractions de plus en plus larges de l'armée, a assiégé la garde impériale, investi le Parlement, arrêté des dizaines de membres de la Savak, la police militaire, détruit des commissariats. Elle a ainsi voulu jeter à bas les instruments d'oppression du régime du Shah. L'état-major a fait acte d'allégeance à Khomeiny qui remporte ainsi la victoire sur Bakhtiar dans l'épreuve de force qui les opposait. Les USA marquent leur inquiétude, tandis que l'URSS qui s'est déjà préparée à manœuvrer en fonction de tels événements reste discrète. La situation reste explosive dans cette région du globe qui constitue plus que jamais un point chaud de la tension entre les superpuissances.

C'est en s'appuyant sur les aspirations du peuple et d'une partie de l'armée que Khomeiny a réussi à prendre le pouvoir. Mais rien n'est joué, tant pour la liberté et la démocratie que pour l'indépendance. La lutte du peuple iranien continue.

(Voir article page 3)

Actions multiples contre les licenciements

Nantes le 8 février dans quelques minutes les vitres de la préfecture vont voler en éclats. (Photo HR)

(Voir pages 4 et 5)

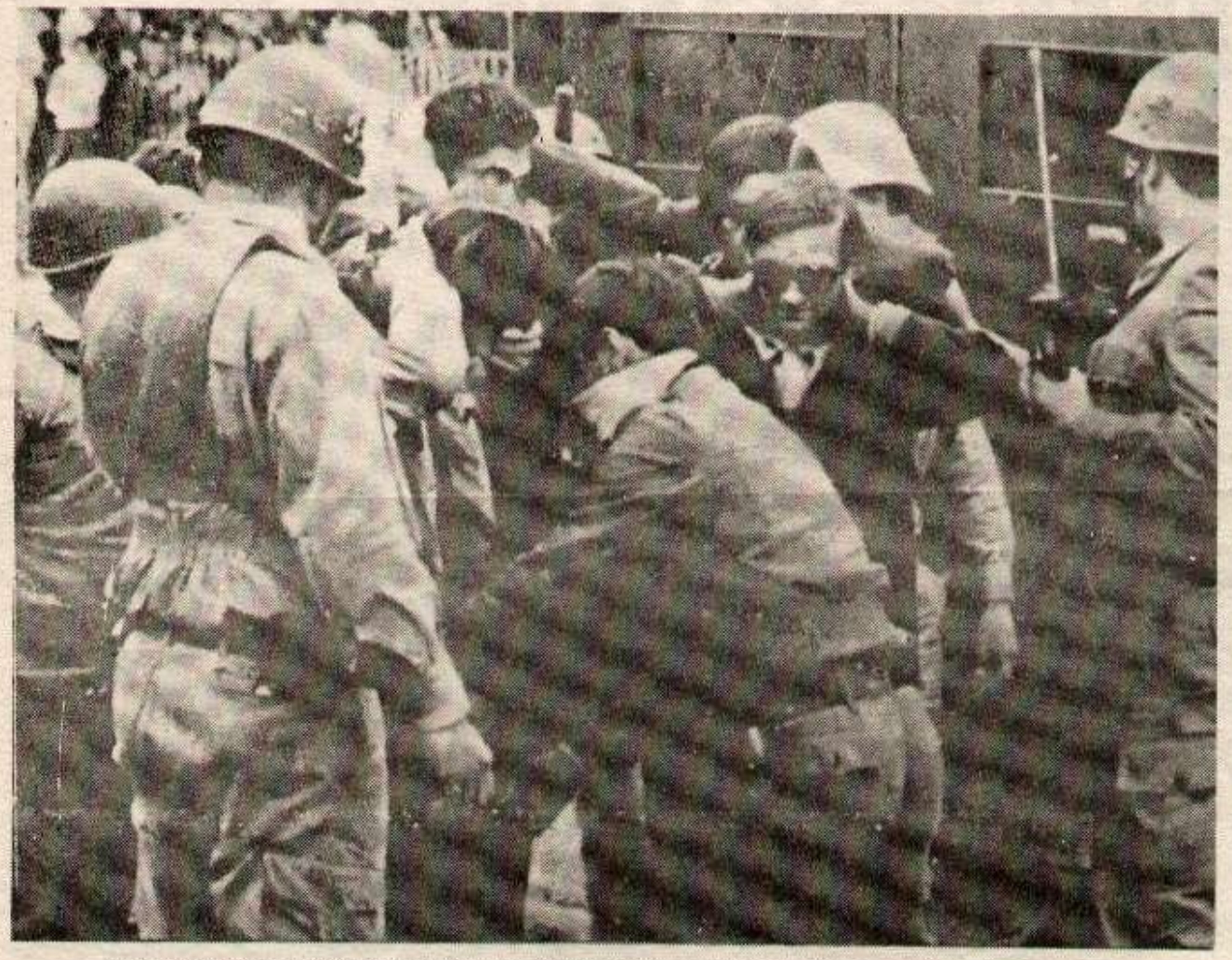
LA semaine dernière, se sont déroulées plusieurs journées d'action à caractère interprofessionnel, contre les licenciements et le chômage dans des villes durement touchées. Nantes, La Rochelle en étaient. On pourra lire en pages intérieures les comptes rendus de ces journées et de leurs suites.

Dans le cadre de la lutte pour l'emploi, se situait aussi le déplacement à Paris de plusieurs centaines de sidérurgistes du Nord, qui se sont durement affrontés avec les CRS à Roissy où ils avaient bloqué les pistes.

Pendant ce temps, Ceyrac tenait un discours déjà bien des fois entendu : la situation va devenir bonne incessamment sous peu... Si l'on s'en réfère aux précédents discours du même cru, il manquerait tout au plus quelques nouvelles vagues de licenciements !

Comme le disait vendredi soir à Ste-Luce (près de Nantes) un délégué de Brissonneau-et-Lotz lors d'un gala de soutien aux travailleurs de cette entreprise en lutte contre les licenciements, *l'important c'est d'être debout et de lutter, c'est la seule voie.* Et lorsque l'ennemi est un groupe puissant comme l'est Jeumont-Schneider (dont fait partie Brissonneau), *l'important, c'est aussi la solidarité*, le soutien de toute la population et la détermination commune à s'opposer aux licenciements. De cela, les journées d'action, les manifestations de la semaine dernière en témoignent, comme en témoignera sans aucun doute la journée du 16 pour les sidérurgistes.

GC



« Les disparitions d'Argentins, les tortures, les assassinats se sont poursuivis à un rythme élevé ».

ARGENTINE

Pour sortir du moment le plus sombre de la nuit

Interview

APRES la coupe du monde, la répression s'est accentuée en Argentine. Au mois d'août dernier, le secrétaire général du PC(ml)A a été enlevé par la police. Dans le même temps, les luttes reprennent une ampleur nouvelle. Nous avons rencontré un dirigeant du Parti Communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine récemment sorti de son pays.

– Q : La coupe du monde de football a polarisé l'attention sur la situation politique en Argentine et a permis de dénoncer les crimes de la dictature dans un large public. Peux-tu nous parler de la situation politique en Argentine après cet événement ?

La dictature a continué d'appliquer ses plans politiques et économiques. Les disparitions d'Argentins, les tortures, les assassinats se sont poursuivis à un rythme élevé. Des centaines et des centaines de femmes, d'hommes et d'enfants ont été victimes des fascistes dirigés par Videla pendant cette période.

Les salaires ne permettent pas de manger à sa faim. Des millions de travailleurs touchent des salaires d'une moyenne de 110 dollars, alors que les prix des articles de consommation courante sont au niveau du marché international. La ruine de l'économie nationale s'est accentuée: Dans les neuf premiers mois de 1978, le produit national brut a baissé de 47 %. Des branches entières de l'économie nationale vivent une crise comme elles n'en avaient pas connu depuis de longues décénies.

Ainsi donc après la coupe du monde le drame du peuple et de la nation argentine reste entier. La dictature a profité de la victoire de l'Argentine pour tenter de tromper le peuple et le monde sur la véritable situation du pays. Mais la réalité crue des faits est bien plus forte qu'une quelconque tentative démagogique.

Dans les derniers mois, l'opposition au régime a grandi dans les secteurs les plus divers de la vie nationale. On peut dire que l'unique soutien solide de la dictature n'est constitué pratiquement que par une poignée d'oligarques et les impérialistes, fondamentalement les deux superpuissances, l'impérialisme américain et le social-impérialisme russe.

– Q : Il y a eu un progrès dans le développement les luttes ouvrières et populaires contre la dictature, quelles en sont les manifestations les plus récentes ?

Devant le panorama très sombre décrit plus haut, les travailleurs dans des conditions d'extrême difficulté et dans une situation de défensive, ont développé des actions de résistance.

Le grève des ouvriers du port au mois de juillet et celle des cheminots au mois de novembre sont les exemples les plus saillants des nombreux conflits syndicaux qui se sont développés sur toute l'étendue du pays.

L'immense majorité des organisations syndicales a condamné la politique économique et les atteintes en tout genre aux droits et libertés des travailleurs. En particulier le regroupement syndical le plus important, dont la direction est composée de 25 syndicats, a fait entendre sa voix sur ces problèmes tout au long de cette période.

Par ailleurs, le mouvement de défense des droits démocratiques et des libertés a continué de se développer malgré les coups très durs qu'il a encaissés. Le noyau de ce mouvement a été constitué par l'organisation des parents des détenus et séquestrés du régime.

Le dimanche 10 décembre, une messe a été célébrée à Buenos Aires pour les deux religieuses françaises et les onze membres de la commission des parents séquestrés le 11 décembre 1978, dans l'église de Santa Cruz, messe à laquelle ont assisté 1 200 personnes.

D'autre part, divers dirigeants politiques, en particulier péronistes et radicaux, forces nationalistes et démocratiques qui jouissent d'une grande influence populaire ont adopté des positions d'opposition de plus en plus fermes, de même que les principales organisations de la bourgeoisie nationale, industrielle, commerciale et liée à l'agriculture. En bref, la base du régime s'est rétrécie.

– Q : Le PC(ml) d'Argentine a souffert de la répression puisque son secrétaire général, Roberto Cristina, a été arrêté avec plusieurs autres cadres et militants du Parti en août dernier. Comment le parti fait-il face à cette vague de répressions qui l'atteint directement ?

C'est parce que le régime est isolé qu'il cherche à se sortir de cette situation en accentuant la répression contre le peuple. Il a choisi comme cible particulière notre parti parce que les marxistes-léninistes, nous étions en train de jouer un rôle de plus en plus important dans le développement de la résistance populaire dont nous avons parlé. Dans cette vague de répressions, les camarades Roberto Cristina, secrétaire général, Ruben Kriztkauzky, Jorge Montero, Elias Seman, Osvaldo Baldi, tous membres du Comité central et de nombreux autres camarades, sympathisants et amis ont été enlevés. Les principaux dirigeants de notre parti sont toujours disparus actuellement.

Nous appelons toutes les organisations marxistes-léninistes sœurs, toutes les organisations démocratiques et anti-impérialistes à continuer la campagne déjà commencée pour sauver leur vie et exiger leur liberté.

Dans cette situation, notre parti est conscient de grands dangers qu'il traverse, mais il sait aussi que cette situation porte en elle de grandes espérances et de grandes possibilités d'action. S'il est vrai que la scène nationale est encore occupée par la plus sanglante des dictatures qu'ait connues notre pays, on peut également percevoir les symptômes de mécontentement populaire, la croissance de l'opposition de la plus large majorité du peuple et même l'existence de conflits entre les divers courants de la dictature.

C'est pourquoi dans cette situation notre Parti doit accentuer toutes les mesures adéquates pour sa consolidation, toutes les mesures pour sa défense, en enfonçant encore plus ses racines au sein du peuple, en apprenant encore mieux à s'intégrer profondément dans le développement de la résistance anti-dictatoriale.

– Q : Quels sont les objectifs de la lutte tracés par le PC(ml)A pour la classe ouvrière et le peuple d'Argentine dans la situation actuelle ?

Nos grands objectifs restent les mêmes : renverser la dictature militaire, établir un gouvernement d'union des forces anti-dictatoriales qui organise des élections démocratiques pour que le peuple argentin décide de son destin de la patrie.

Dans cette perspective, nous luttons pour unir dans la résistance toutes les forces susceptibles d'êtres unies. Si certaines de ces forces résistent sur certains aspects de détail momentanément nous nous unirons avec elles sur tous les points que leur détermination antidictaroriale permet. La difficile situation que nous vivons impose à tous les patriotes et démocrates de notre patrie, la responsabilité de construire la grande unité nationale capable d'ouvrir un futur de démocratie, d'indépendance et de progrès pour la nation argentine. Communistes marxistes-léninistes, nous mettons et continuerons de mettre toutes nos énergies au service de cet objectif.

Nous sommes conscients que, comme disait le camarade MaoZedong, notre logique c'est de lutter, échouer, lutter, échouer et ainsi jusqu'à la victoire. Nous nous trouvons aujourd'hui au moment le plus sombre de la nuit. Mais nous savons que ce moment précède le nouveau jour qui arrive.

4 soldats chinois tués à la frontière vietnamienne

LES provocations vietnamiennes se poursuivent à la frontière chinoise. Du 6 au 7 février, quatre Chinois ont été ainsi tués alors qu'ils effectuaient des patrouilles de reconnaissance sur le territoire chinois. Le 6, une patrouille chinois a été prise sous le tir vietnamien alors qu'elle se trouvait dans la commune de Shilicun, dans le district de Jinping. Un garde-frontière chinois a trouvé la mort. Le même jour et le lendemain, trois autres soldats chinois ont été tués en sautant sur des champs de mines que les Vietnamiens avaient installés en territoire chinois.

Lors de son escale au Japon, de retour des Etats-Unis, Deng Xiaoping a une nouvelle fois mis en garde le gouvernement vietnamien contre la poursuite de telles actions.

Etablissement de relations diplomatiques entre la Chine et le Portugal

LA République populaire de Chine et le Portugal ont annoncé le 8 février l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays. Le communiqué, signé à Paris, précise que des ambassadeurs seront échangés dans les trois mois à venir. Précisant que chaque partie s'engage à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale et à ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures de l'autre, le communiqué spécifie également que le gouvernement portugais ne reconnait qu'une seule Chine et que Taiwan en est une partie inaliénable. Le gouvernement portugais avait d'ailleurs rompu ses relations diplomatiques avec Taiwan dés 1975.

Le statut de Macao, enclave sous administration portugaise, reste inchangé. Le porte-parole portugais a cependant précisé que Macao était un territoire chinois.

Violents combats en Erythrée

D'APRES un communiqué militaire du Front populaire de libération de l'Erythrée de violents combats se déroulent actuellement entre les forces populaires érythréennes et les forces d'agression soviéto-éthiopienne. C'est dans le nord du pays dans la région du Sahel, autour des villes de Garora et d'Afabet que se déroulent les batailles les plus dures. Dans son communiqué, le Front populaire de libération de l'Erythrée annonce avoir, ces derniers jours, tué 900 ennemis et en avoir blessé un millier, avoir pris d'autre part plus de 540 armes légères soviétiques et 40 mitrailleuses ainsi que 4 chars lourds T54 et 5 camions.

Le régime du Shah définitivement balayé

• Khomeiny prend le pouvoir • URSS - USA, tension toujours très vive

DEPUIS le retour de l'Ayatollah Khomeiny en Iran, on avait le sentiment d'assister à une épreuve de force larvée. Certes Khomeiny affirmait son intransigeance quant au gouvernement « légal » et mettait lui-même en place son propre gouvernement. Mais en même temps, ils nommait premier ministre religieux modéré Mehdi Bazargan qui pouvait servir de pont entre les deux hommes. On pouvait penser que se trouvaient ainsi réunies les conditions d'un subtil compromis ou tout au moins d'un passage en douceur du pouvoir aux mains de Khomeiny.

Tout a basculé vendredi soir quand un groupe de la garde impériale, armée spéciale inconditionnelle du Shah, a voulu intervenir à la caserne de Doushan-Tateh pour rappeler à l'ordre des troupes qui avaient manifesté leur allégeance à Khomeiny.

Bien loin de ramener l'ordre dans l'armée, cette intervention des « immortels » comme ils aimaient se nommer, a, au contraire, mis le feu aux poudres, révélé au grand jour les clivages dans l'armée, et fait basculer celle-ci assez rapidement du côté de Khomeiny. Des fusils automatiques, des mitrailleuses ont été distribués à la population, des chars soustraits aux forces restées loyales à Bakhtiar sont passés de son côté. C'est une véritable insurrection qui a éclaté à Téhéran. Postes de gendarmeries, casernes et commissariats ont été attaqués par les militaires passés du côté de Khomeiny aidés par la population. Celle-ci a notamment détruit dans les quartiers les nombreux commissariats qui avaient été pendant les sombres années de règne du Shah les instruments directs de son oppression. Plus de deux cents morts, des centaines de blessés, l'état-major se ralliant à Khomeiny, il ne restait plus à Chapour Bakhtiar qu'à démissionner ce qu'il a fait dimanche après-midi.

DEFAITE DE BAKHTIAR

Celui-ci n'avait accepté, rappelons le, d'être nommé premier ministre par le Shah le 4 janvier, que lorsque ce dernier avait donné l'assurance de son départ de l'Iran. Malgré cela, il représentait en quelque sorte, aux yeux de la population, la continuité d'avec un régime abhorré. Même s'il avait pris un certain nombre de mesures contre des institutions du régime comme la Savak, elles étaient restées limitées et n'avaient pas suffit à effacer cette image de marque d'homme refusant de rompre radicalement avec le régime du Shah.

Maladresse ou manœuvre tentée en dehors de son approbation, toujours est-il que l'intervention de la garde impériale a marqué un tounant dans l'épreuve de force entre Bakhtiar et Khomeiny. Ce dernier a réussi, en s'appuyant sur la volonté du peuple et d'une bonne part de l'armée d'en finir avec tout lien avec le régime du Shah, à remporter la victoire ou, en tout cas, à remporter un succès de taille.

Il doit maintenant entrevoir la possibilité d'instaurer la « République islamique » dont il annonçait depuis si longtemps l'avènement.

RIEN N'EST JOUE EN IRAN

Mais rien n'est joué en Iran.

Des millions d'Iraniens ont soutenu l'ayatollah Khomeiny dans la mesure où il déclarait reprendre en compte leurs aspirations essentielles à la liberté et à l'indépendance. Ne se montrait-il pas un adversaire intransigeant du Shah, tyran sanguinaire et ne faisait-il pas maintes déclarations contre l'impérialisme, particulièrement l'impérialisme américain qui avait fait les preuves de sa malfaisance.

Maintenant qu'il est au pouvoir quelle politique va-t-il mettre en œuvre ? Va-t-il, malgré les orientation plus que rigoureuses de la « République islamique » et de la sévère « loi de l'Islam » continuer à concéder aux aspirations populaires à la liberté et à la démocratie ? Va-t-il savoir résister aux pressions que vont continuer et même accentuer sans doute les super-grands, USA et URSS ? C'est de cette conduite que dépendra l'attitude du peuple iranien à l'égard de Khomeiny, de la façon dont il se comportera par rapport à ses aspirations fondamentales.

UN POINT CHAUD DU GLOBE

En attendant, l'Iran reste plus que jamais l'un des points chauds du globe. Certes pour l'instant, les USA se sont bornés à multiplier les contacts avec l'entourage de l'ayatollah tandis que l'URSS se mettait à avoir à son égard des paroles soudain aimables. Mais ces avances diplomatiques respectives ne doivent pas tromper. La tension est très vive entre les deux superpuissances dans cette région du monde, encore accrue par l'instabilité du pouvoir politique. Les USA ne peuvent accepter de gaité de cœur un affaiblissement de leur influence. Par ailleurs, Moscou a déjà déclaré, on s'en souvient qu'il considérait toute « intervention américaine » en Iran comme une atteinte à sa sécurité. L'instabilité du pouvoir politique offre de ce point de vue la possibilité de bien des manœuvres. N'oublions pas que le parti Toudeh, inféodé à Moscou, a été parmi les premiers à lancer des appels à la lutte armée. Ainsi, la situation continue à demeurer explosive dans cette région du monde.

Jean QUERCY

Chine-Vietnam

La patience a des limites ...

ON se souvient que pendant des mois, le Vietnam avait accusé le Cambodge de provoquer des incidents sanglants à la frontière khméro-vietnamienne. Or, il y a un mois et demi, 12 à 14 divisions vietnamiennes envahissaient le Cambodge.

Aujourd'hui, le ministre vietnamien des Affaires étrangères, dans un message à l'ONU, accuse la Chine de se *« préparer fièvreusement à une guerre contre le Vietnam »*. Et à Moscou, la « Pravda » écrit : *« Les démonstrations militaires de Pékin à la frontière sino-vietnamienne visent à déclencher une agression contre le Vietnam. »*

Quand on sait que le Vietnam a tenté d'inverser le vrai et le faux pour faire croire à une « agression » cambodgienne contre lui, n'y a-t-il pas lieu de s'inquiéter de propos similaires contre la Chine ? Et n'a-t-on pas toutes les raisons de douter de la véracité de ces propos présentant la Chine comme « l'agresseur » ?

Mais pour ceux qu'un premier mensonge flagrant ne convainc pas de la mauvaise foi des dirigeants vietnamiens, il faut ajouter un autre fait, plus inquiétant : il s'agit de l'abondante propagande soviétique reprenant la thèse du « péril jaune ». Tous les jours, articles et déclarations se succèdent pour présenter la Chine comme voulant une nouvelle guerre mondiale.

QUI AGRESSE ?

Comme toujours, devant de telles accusations, il faut regarder les faits :

— Qui a attaqué le Cambodge ? Le Vietnam ou la Chine ?

— Qui a soutenu à fond l'agression vietnamienne contre ce pays indépendant ? L'URSS ou la Chine ?

— Qui a purement et simplement annexé le Laos ? Le Vietnam ou la Chine ?

— Et d'ailleurs, sur toutes les mers et océans, qui croise à des dizaines de milliers de kilomètres de leurs frontières ? Les navires de guerre soviétiques ou chinois ?

— Qui vient encore de renforcer sa flotte de guerre en mer de Chine et dans le Pacifique ? L'URSS ou la Chine ?

— Qui occupe militairement plusieurs pays d'Europe de l'Est ? L'URSS ou la Chine ?

— Qui a mis le pied en Afrique ? l'URSS ou la Chine ?...

LE DROIT DE DEFENSE

Dresser une liste exhaustive de tous les faits d'armes (peu glorieux mais bel et bien agressifs) de l'URSS dans le monde entier serait trop long. Néanmoins, chaque fait prouve au moins une chose : quand l'URSS parle de paix, elle fait la guerre ; quand elle accuse les autres de bellicisme, c'est que les autres résistent à ses projets de domination.

Quant à ceux qui, comme le Vietnam, se sont liés à l'URSS par des traités militaires et envahissent d'autres pays au mépris de toute loi internationale, comment pourrait-on accorder quelque crédit à leurs insultes. Là-aussi les faits sont seuls juges. Et finalement, si la Chine, usant de son droit de défense, rassemble des troupes à ses frontières et décide de donner au Vietnam une bonne leçon pour lui apprendre à rester à l'intérieur de son pays, Moscou osera-t-il crier à l'agression chinoise contre le Vietnam ? En dénonçant la Chine comme « voulant » la guerre, les agresseurs espèrent que l'opinion publique mondiale se laissera duper par leurs mensonges. Ils espèrent peut-être aussi que la Chine se laissera envahir sans oser riposter. Mais le droit de défense existe. La Chine est patiente, mais il y a des limites...

Claude LIRIA

Le déroulement des événements

C'EST jeudi que tout a commencé avec la cinquième grande manifestation qui comptait plus d'un million de personnes, ils venaient pébliscliter Mehdi Bazargan, le premier ministre du gouvernement provisoire nommé par l'ayatollah Khomeiny. Plus que leur soutien à Bazargan, les Iraniens voulaient montrer leur haine du régime mis en place par le Shah et dont Bakhtiar représentait à leurs yeux la continuité.

L'élément nouveau de cette manifestation, ce n'était pas le nombre de manifestants mais le fait d'y trouver un millier de soldats de l'armée de l'air en uniforme bleu et une centaine de fantassins en uniforme kaki. Les soldats de l'armée de l'air avaient fait serment d'allégeance à l'Ayatollah Komeiny, devant son quartier général, la veille.

Ce fut le détonateur. Vendredi, le chef d'état-major de l'armée parlait de poursuivre le journal qui avait publié la photo des militaires pendant la manifestation. L'affaire était d'importance ; en effet, le vendredi peu avant le couvre-feu, les « immortels », membres de la garde impériale, les « djavidans », véritable garde prétorienne inconditionnelle du Shah, intervenaient à la base aérienne de Doushantateh dans la banlieue de Téhéran, dont les soldats avaient manifesté ouvertement leur soutien à l'ayatollah. Au bruit de la fusillade, la population des quartiers est descendait dans la rue pour soutenir les soldats révoltés. Au petit matin, les insurgés ayant forcé les magasins d'armes et neutralisé les officiers supérieurs, arrosent les « immortels » à la mitrailleuse et refoulent la garde impériale. C'est tout le quartier qui tombe aux mains des partisans de l'Ayatollah et qui se couvre de barricades. Les chars de la garde impériale seront absolument inefficaces dans ces petites rues. On les voit brûler tandis que des militaires distribuent des armes aux civils.

Ensuite ce sera tout la ville qui se couvrira de barricades. Samedi, la foule des barricades manifeste devant le quartier général de Khomeiny tandis que le gouvernement de Bakhtiar siège en permanence. Le samedi soir à Téhéran, c'était l'émeute générale. Le couvre-feu est bafoué depuis longtemps. C'est sur les commissariats, symboles de la répression du Shah, que la colère va s'orienter. Huit commissariats vont tomber dans la nuit de samedi à dimanche. Dimanche matin, une caserne du centre nord de Téhéran est attaquée par plusieurs centaines d'hommes armés. Le gouverneur militaire donne l'ordre aux soldats de rejoindre leurs casernes, un poste central de police est attaqué puis deux commissariats à proximité de l'Assemblée nationale. A 15 h 30, le Parlement est envahi, le gouverneur militaire de Téhéran est arrêté.

A 18 h, c'est la radio et la télévision iraniennes et l'état-major des armées qui sont assiégés. Le Parlement s'auto-dissout. Le gouverneur militaire captif, Rahimi, est présenté à la presse. La caserne de police générale de Téhéran, la caserne de la garde impériale sont assiégées. A 21 h 38, le chef d'état-major des armées, le général G. Harabani, se dit prêt à collaborer avec le gouvernement provisoire de l'ayatollah Khomeiny. Tous les bastions du pouvoir sont tombés. Les observateurs sur place notaient que les assaillants n'avaient pas commis de pillage ni même de déprédations dans les beaux quartiers. Ce qu'ils visaient principalement c'étaient les commissariats, les centres de police et les casernes, symboles de la tyrannie du Shah.

Léon CLADEL

Manifestation du 8 février à Nantes. Les licenciés de Brissonneau sont devant.

La journée du 9 à Nantes

Riposte d'ampleur contrelarépression, pour un emploi pour tous

APRES l'intervention brutale des forces de police contre la manifestation de jeudi où 15 000 personnes, grévistes de BLM en tête, exprimèrent avec force leur détermination à lutter contre le chômage et les licenciements, la colère gronde parmi les travailleurs de la région nantaise. Dans la soirée du 8, les directions syndicales appelaient à une manifestation contre la répression pour le lendemain matin. La journée du 8 ne pouvait pas ne pas avoir de lendemain ; la colère est trop grande chez les travailleurs.

La mobilisation est rapide et la riposte est d'ampleur. Vers dix heures trente, 8 à 9 000 personnes se rassemblaient place du Cirque, non loin de la préfecture. L'atmosphère est tendue. Elle montera encore d'un cran lorsque, débouchant d'une rue voisine, les travailleurs de Dubigeon, en cortège serré, arrivent sur place en scandant avec puissance : «*A bas l'Etat des flics et des patrons*». L'annonce au micro du passage de la manifestation devant la préfecture soulève des hourras d'enthousiasme bien vite recouverts par des appels au «calme et à la dignité». Le cortège s'ébranle alors aux cris de «*Non à la répression*», et «*Préfet salaud, le peuple aura ta peau*»...

Devant la préfecture, «*point névralgique*», le service d'ordre des syndicats met en place un véritable «*cordon sanitaire*» afin d'éviter que les manifestants ne s'approchent trop près des grilles. Pourtant, après que l'un d'entre eux, grimpé sur les grilles, fût tombé aux mains des CRS, ceux-ci mirent en action des lances à incendie.

«*C'est de la provocation, il ne faut pas tomber dans le piège*», s'évertuaient à lancer certains. «*Avancez, avancez, ne laissez pas se couper la manif en deux*» criaient quelques voix anxieuses, couvertes par quelques milliers de poitrines scandant avec force : «*CRS SS*» et chantant l'Internationale. La manifestation ne s'écoulait que trop lentement aux yeux de certains, et des jets de pierres et de bouteilles répondirent aux lances à incendie des CRS. Pendant près d'une heure, la place de la République fut puissamment arrosée. Finalement, les CRS prirent position sur la place.

Après la manifestation, les appels «*au calme et à la dignité*», à ne pas «*céder aux provocations*» et à «*éviter de tomber dans le piège tendu par le gouvernement*»..., étaient diversement commentés. La colère des travailleurs s'exprimant contre le pouvoir des capitalistes, son préfet et ses flics n'est-elle pas légitime ? Est-ce que ceux qui sont sans emploi, réduits à la misère, et ceux qui luttent pour maintenir le leur, comme ceux de BLM en grève, de Dubigeon, etc., que l'on veut jeter à la rue brutalement, doivent-ils attendre les bras croisés ? Non, les travailleurs sont las des négociations interminables où leur sort se joue autour du tapis vert. Ils veulent se battre sur leur terrain, celui de la lutte de classe, la seule qui puisse faire entendre raison au patronat et à son gouvernement.

A Nantes, la colère est profonde, et, à l'image des grévistes de BLM qui entament leur cinquième semaine de grève, les travailleurs ne sont pas prêts à s'en laisser conter.

A bas la répression !
A bas la violence patronale et policière !
Vive la lutte des travailleurs contre le chômage et pour l'emploi !

Correspondant local

Le 8 février à Nantes : une revendication essentielle pour les travailleurs.

Le 8 février à Nantes : ce même Devin enverra à chaque membre du personnel une lettre pour l'inviter à un vote (par correspondance...) pour la « liberté du travail ! » Les syndicats ont appelé à boycotter ce vote.

Le 8 février à Nantes : la police a mis en action les lances à incendie. Il faudra bien plus pour que les travailleurs abandonnent le terrain.

(Photos HR)

DANS L'ACTUALITE

La Rochelle

15 000 manifestants lors de l'opération ville-morte

LES travailleurs de La Rochelle sont fortement touchés par la crise capitaliste. La ville de La Rochelle compte déjà 8 000 chômeurs.

Des licenciements collectifs sont en prévision dans plusieurs secteurs. Voici les plus significatifs, mais la liste n'est pas complète.

La CIT-Alcatel, du trust CGE : 1 052 travailleurs en 1974, 710 en 1979, 28 heures de travail par semaine depuis le début de janvier 1979. Projet de 400 licenciements en juin prochain et de liquidation de l'entreprise à très court terme.

Pourtant, la politique antisociale et la dure exploitation ouvrière dans la CIT procurent des bénéfices : 27 milliards d'anciens francs (bilan 1977). Cette entreprise de production de matériel téléphonique est implantée à La Rochelle depuis 1971.

La tactique de la direction locale a été la même que celle de l'ensemble du patronat de la téléphonie (embauche de femmes souvent seules avec des enfants, venant du milieu rural, sans tradition de lutte ouvrière, bas salaires, etc.). Mais la société Alcatel a connu des actions en 1973, 1976 ; il y a une résistance à l'exploitation. Les sections syndicales CGT et CFDT furent créées en 1973. Il y a eu tentative de la création d'une section CSL (ex-CFT) avec l'aide de la direction (comme chez Chrysler).

Simca-Chrysler : sur un effectif total de 2 850 travailleurs, 250 licenciements sont prévus. mais la riposte est sans doute difficile dans cette entreprise de l'automobile. A l'image de ce qui se passe chez Citroën, la direction encadre les travailleurs par l'intermédiaire de ses organisations et de son syndicat CSL.

A la SCAN, société de construction aéronavale, 430 personnes en 1968, 276 en 1978, elles sont aujourd'hui toutes licenciées.

Chantiers navals : réduction d'effectifs depuis 1974. De 1974 à 1979, les effectifs sont passés de 1 950 travailleurs à 450 environ.

LES DEPARTS VOLONTAIRES AVEC PRIMES DE DEPART

Cette réalité signalée dans un journal du Sud-Ouest, montre la tactique des patrons pour camoufler et dénaturer les mesures de licenciements collectifs. Quelle audace ! En effet, ces départs volontaires avec prime de départ (20 000 francs à la CIT et 15 000 francs chez Simca) ne donnent pas droit aux allocations de chômage économique. La prime de départ, c'est bien la carotte pour diviser les travailleurs et déguiser les licenciements.

15 000 PERSONNES A LA MANIFESTATION

Le matin du 9 février, la ville est morte : les artisans et commerçants avaient fermé boutique.

Les débrayages dans les entreprises sont très importants. la direction des chantiers de La Palice a même fait venir un piquet pour forcer le piquet de grève au nom de la liberté du travail. La CIT est fermée. Les syndicats avaient donné pour consigne aux travailleurs de rester chez eux.

La manifestation, malgré la pluie battante, est largement suivie : 15 000 participants. On pouvait voir les licenciés de la SCAN, portant bien en évidence sur leur veste de bleu de travail, leur lettre de licenciement et portant un cercueil pour la disparition de l'entreprise.

Quelques cellules du PCF participaient sous leurs propres banderoles. Cependant, la manifestation est restée calme, silencieuse, sans mots d'ordre : ainsi l'ont voulu les organisateurs. Et Michel Crépeau, maire de La Rochelle, le rappellera dans les conclusions de son intervention : *« Les travailleurs ne veulent pas la violence pour la violence ... Manifestation dans le calme et dans l'ordre »*. Mais de ci-de là, certains disent : *« La violence, elle sera peut-être nécessaire, inévitable pour obtenir satisfaction sur nos revendications. »*

C'est la pluie persistante, à midi qui disperse les manifestants.

L'APRES-MIDI DU 9, DES ASSISES POUR L'EMPLOI

Des assises pour l'emploi sont organisées par les syndicats CFDT, CGT et FEN. Il faut préciser la forte implantation de la CGT à La Rochelle. Le rapport d'implantation CGT/CFDT n'est pas du tout représentatif du rapport d'implantation à l'échelle nationale. FO ne participe pas aux assises : cette organisation s'est consacrée à décoller ou à recoller sur des affiches syndicales, ainsi que sur celles du PCRml et du PCML sur la question du chômage, et du thème « Du travail pour tous ».

Les travailleurs de différentes entreprises sont intervenus pour expliquer la situation de l'emploi dans leurs entreprises respectives, (des chantiers, la SCAN, les PTT, la Sam, les hospitaliers, les enseignants). Tous sont intervenus pour dénoncer la baisse des effectifs depuis 1974-1975.

L'intervention la plus applaudie fut celle de la déléguée de la CIT-Alcatel, elle dira notamment : *« Les licenciements, ce n'est pas une fatalité. La lutte des travailleurs de la CIT, c'est la lutte de tous les travailleurs. Nous avons besoin de soutien et de la solidarité pour vaincre »*.

Notons aussi l'intervention d'un délégué des travailleurs du port de La Rochelle qui a indiqué le déclin de l'activité de la pêche : en 1963, il y avait trente-quatre chalutiers de pêche industrielle, en 1979, il n'en reste plus que seize.

Cette intervention a fait surgir une question politique intéressante, mais qui n'a pas été approfondie : celle de l'opposition développée entre les travailleurs espagnols et portugais et français.

Au cours de ces assises, chaque entrepise a fait des propositions pour combattre le chômage. La revendication des 35 heures fut souvent mise en avant. Celle-ci est en effet importante, mais le chômage n'en disparaîtra pas pour autant, il est inhérent au système capitaliste. Cela n'a jamais été précisé dans les interventions.

Le chômage des jeunes n'a pas été évoqué. Il est cependant important à La Rochelle. De même, il ne fut pas question des autres travailleurs en lutte, en Lorraine, dans le Nord, etc.

Quels seront les lendemains d'une telle opération ? Tout le monde est unanime pour affirmer qu'une manifestation d'une telle ampleur ne s'était pas vue à La Rochelle depuis plusieurs années. Certains travailleurs se demandent quels seront les lendemains, ils se disent à juste titre qu'une telle opération doit servir de tremplin à une réelle mobilisation dans les entreprises et à une lutte plus efficace de l'ensemble de la classe ouvrière chaque jour.

Correspondante La Rochelle

PARTIS

Les bouffonneries du PS

« Commençons par rappeler, au risque d'exprimer des vérités premières, que notre objectif n'est pas de moderniser le capitalisme ou de le tempérer, mais de le remplacer par le socialisme. » L'auteur de ces mâles propos ? François Mitterrand soi-même qui présentait dimanche à la réunion du Comité directeur du PS sa *« motion en vue d'une synthèse »*. On sait que depuis des mois Mitterrand, Mauroy et Rocard se livrent à une compétition extrêmement complexe en vue d'arracher (ou de conserver) un premier rôle à l'occasion du congrès qui aura lieu à Metz en avril.

La réunion de dimanche qui devait leur fournir une dernière occasion de se mettre d'accord avant le congrès s'est soldée par un aiguisement des rivalités. Mitterrand joua à merveil. le rôle de détenteur de la pureté anticapitaliste — pour ne pas parler de la vocation révolutionnaire — du PS face aux affreux droitiers réformistes que sont Mauroy et Rocard. C'est avec des amabilités du genre *« Que messieurs les assassins commencent »* qu'il leur offrait la parole, tandis qu'un des sous-ordres du premier secrétaire, emporté par son zèle eut des mots grandioses pour décrire les relations politiques qui prévalaient entre les chefs socialistes : *« Rappelez-vous que dans l'histoire, César va toujours accompagné de Brutus et d'Antoine, mais n'oubliez pas qu'après l'assassinat ils n'ont jamais gouverné ensemble. »*

Tous les commentateurs nous assurent que cette réunion fut un grand moment de politicaillerie procédurière, Mitterrand ayant emporté le morceau grâce à l'appui des minoritaires du CERES de plus en plus alléchés par un partage du pouvoir à la direction du PS. Bref, les intrigues vont se poursuivre bon train entre *« les deux lignes, les trois discours et les quatre tendances »* qui, d'après les analystes du CERES, animent le débat.

Voilà le genre de bouffonneries auxquelles se livrent les politiciens qui, il y a un an promettaient aux travailleurs de leur offrir le changement en échange d'un bon vote.

Pierre MARCEAU

La Roche-sur-Yon

90% des 300 O.S. de la SFDT sont en grève

Deux licenciements ayant été décidés à la SFDT (entreprise spécialisée dans la fabrication de convecteurs électriques de chauffe-eau), les syndicats CGT et CFDT de l'entreprise ont consulté le personnel des ateliers de fabrication et les agents d'entretien mercredi 31 janvier. Les travailleurs ont décidé de cesser le travail immédiatement pour protester contre les licenciements abusifs. L'équipe du jeudi matin les rejoignait. La grève est suivie par 90 % des trois cents OS. L'usine est occupée. L'un des ouvriers licenciés est atteint d'une affection grave et chronique et s'est vu reproché ses absences prolongées. Deux revendications s'ajoutent à cette protestation : retour à l'ancienne indexation des salaires ; revalorisation de la prime d'assiduité. Deux rencontres avec la direction ont eu lieu à l'inspection du travail, sans résultat. Lundi 5 février, l'huissier est passé. Les véhicules placés devant l'entrée bloquent la circulation. L'usine de Lyon (Rhône) est également en grève depuis. La lutte à suivre...

Le 9 février à Hagondange

VILLE morte, le 9 février à Hagondange, ainsi que dans d'autres localités (Maizières, Talange, Modelange, Marange), blocage généralisé de l'autoroute Metz-Thionville, de la nationale, de la ligne SNCF, au total dix points de blocage. Grève à 100 % à Sacilor dans le cadre de la riposte contre les licenciements dans la sidérurgie. Sidérurgistes, cheminots, enseignants, postiers, etc. se rassemblent pour bloquer routes et gares. L'après-midi, une manifestation de près de 2 000 personnes parcourent les rues d'Hagondange pour se retrouver sur l'autoroute. Manifestation promenade, discours habituel devant l'hôtel de ville ne cachent pas le mécontentement grandissant comme le prouve cet incident : une CX force le blocage de l'autoroute, en blessant un enfant, la colère est immédiate et des manifestants renversent cette voiture soutenus par l'ensemble des manifestants. Justice est ainsi faite, pas besoin d'enquête, comme le prétextaient les flics qui protégeaient la voiture. Cette journée, malgré ses côtés traditionnels, marque un pas de plus vers des actions plus dures comme celles qui se déroulent dans le bassin de Longwy et qui sont capables de faire reculer la bourgeoisie.

Foyer Sonacotra : halte à la répression !

LE mercredi 24 janvier 1979, 17 résidents du foyer Sonacotra de St-Ouen-l'Aumône ainsi que des résidents des foyers de Sannois et Argenteuil étaient convoqués devant lea justice. La manifestation devant le tribunal a réuni près de 400 résidents ; une trentaine de travailleurs français étaient présents. Le jugement était rendu 8 jours plus tard. Le juge a prononcé les expulsions de tous les résidents convoqués.

Mais la Sonacotra n'en reste pas là. 35 résidents du foyer Sonacotra de St-Ouen-l'Aumône sont à nouveau convoqués au tribunal de Pontoise, le mercredi 14 février à 9 heures, ainsi que des résidents d'autres foyers Sannois, Argenteuil (foyer Karl Marx) et Bezons.

Face aux intimidations de la Sonacotra, il faut une riposte de masse. Déjà, des unions locales CFDT ont appelé leurs militants à manifester avec les résidents d'Argenteuil et de Sannois.

Correspondant St-Ouen l'Aumône

LUTTE

CEAc - Clichy groupe CGE

Chez Fulmen, la lutte ne fait que commencer

Le 16 janvier, les ouvriers de l'usine de batteries Fulmen (maintenant La CEAC) avec leur seul délégué CGT, ont déclenché un mouvement suivi à 90 %. Devant l'attitude de la direction, les ouvriers ont été amenés à durcir progressivement leur grève, jusqu'à occuper totalement l'usine et le siège de la CEAC. Vendredi dernier, les CRS sont intervenus pour vider l'établissement.

Aujourd'hui, les travailleurs font le point de leur action et sont déterminés à mener une lutte prolongée. Même s'ils reprennent le travail, ils le feront ensemble, déterminés à ne pas en rester là.

Chez Fulmen, il n'y avait pas eu de grève depuis dix ans. La direction menait avec paternalisme une politique de collaboration de classe, en s'appuyant sur les délégués FO. Les cadences augmentaient et les conditions de travail sont devenues infernales : brûlures à l'acide, intoxications au plomb et manipulations continuelles de batteries très lourdes. La maîtrise traitait les ouvriers de façon odieuse en les menaçant tout le temps. Les travailleurs immigrés subissaient des injures racistes, le racisme va toujours de pair avec l'exploitation.

La direction espérait que son travail de division des ouvriers (avec les augmentations de salaire et la répartition du travail à la tête du client) lui éviterait des ennuis. Mais la révolte grondait, et quand la direction magnanime a annoncé 1,8% de revalorisation des salaires 1978, et 0,2 % d'augmentation de salaire qu'elle répartirait de façon inégale entre les salariés, le mouvement de grève s'est déclenché immédiatement.

D'abord, la direction refusait de céder et les travailleurs ont répliqué en bloquant les portes. Puis les revendications principales, (5 % d'augmentation ou le 13e mois pour tous) n'ayant toujours pas été obtenues, les grévistes ont occupé l'usine de Clichy et le siège de la CEAC. Très rapidement, ils ont su s'organiser et faire face à tous les problèmes. Ils n'ont pas cédé aux provocations multiples, mais ils n'ont pas exclu d'utiliser les lances à incendie quand il le fallait. Les cadres et amis de la direction arrosés trois fois de suite ne diront pas le contraire...

Quant à la solidarité, elle s'est développée, dans les entreprises de Clichy et des environs, de même que dans les autres entreprises CEAC et du groupe CGE. La solidarité et l'unité de lutte de tous les travailleurs ne peut s'édifier en un seul jour. Mais chez les Fulmen, comme dans la sidérurgie et ailleurs, les événements actuels le blocage des salaires et les licenciements massifs ne font que pousser les travailleurs à frapper mieux et plus vite et à se donner les moyens de s'organiser. Chez Fulmen, la volonté de lutte s'est renforcée.

Correspondant HR

TEMOIGNAGE

Quand madame le juge se mêle de social

LE face à face de quarante Français et de Peyrrefitte, ministre de la Justice, fait apparaitre bien des insuffisances dans la justice de notre pays. En particulier, certains des témoins mettaient en doute l'indépendance de la justice par rapport au pouvoir et accusaient son rôle dans la crise. La « justice » de la bourgeoisie accentue les inégalités et enfonce encore plus ceux que le chômage et la misère frappent déjà. Voici le témoignage d'un chômeur depuis deux ans, incapable de verser une pension alimentaire pour ses trois enfants. Au lieu de chercher les moyens de l'aider à subvenir aux besoins de ses enfants, la (en l'occurence) juge l'accuse de ne pas aimer ses enfants et le menace de la correstionnelle. Elle reprend à son compte de façon particulièrement cynique la vieille rengaine réactionnaire du chômeur volontaire...

« Mardi 30 janvier 1979, je suis convoqué au tribunal de grande instance de Sarreguemine (Moselle) par le juge aux affaires matrimoniales, pour l'augmentation de la pension alimentaire de mes trois enfants (1 200 F par mois) ».

Mme LE JUGE : Alors Monsieur, quoi de nouveau dans votre situation ? Avez-vous un emploi, maintenant ? Payez vous la pension alimentaire à vos trois enfants ?

MOI : Eh bien non, c'est la catastrophe, je ne trouve pas de travail, depuis que je cherche...

Mme LE JUGE : Et la pension alimentaire de vos enfants, alors vous vous en foutez ?

MOI : Non, je ne m'en fouts pas, mais que voulez vous que je fasse... J'envoie de l'argent de temps en temps, trop peu, bien sûr, mais je n'ai pas moi-même de quoi me loger et me nourrir.

Mme LE JUGE : Consultant mon dossier : Ah oui, je vois, vous avez fait de la politique ! Voyons, Monsieur, être délégué avec trois enfants à qui vous devez verser une pension alimentaire... Car vous vous êtes fait licencier de Rhône-Poulenc (Vitry-sur-Seine) parce que vous étiez délégué syndical, n'est-ce-pas ? Alors, c'est clair, vous faites de la politique ! Et vous vous foutez pas mal de vos trois enfants ?

MOI : Je n'y peux rien, si j'ai été licencié comme délégué syndical. D'ailleurs l'affaire est encore aux prud'homme pour réclamer ma réintégration. Si vous croyez que ça me plait d'être au chômage. Je cherche du travail mais je n'en trouve pas.

Mme LE JUGE : Oh bien sûr, cela vous plait ! Vous avez quarante trois ans, vous allez ainsi trainer au chômage jusqu'à la retraite. Au fait, comment vivez-vous alors ? Comment avez-vous réussi à vous payer le voyage pour venir ici ?

MOI : J'ai des amis qui m'aident...

Mme LE JUGE : Et vos parents ne peuvent-ils pas vous aider ?

MOI : Vous plaisantez ! Mes parents ou plutôt mon pere ne touche qu'une très maigre retraite qui lui permet à peine de vivoter avec ma mère.

Mme LE JUGE : Alors là, Monsieur, vous n'allez pas y couper, tant pis pour vous. Vous allez passer en correctionnelle et là croyez moi bien, la correctionnelle à Sarreguemines se chargera bien de vous faire chercher un emploi.

D'ailleurs du travail, il y en a. Si vous ne travaillez pas, c'est que vous le voulez bien et que vous vous foutez de vos trois enfants. Vous n'avez qu'à aller aux Hibil (houillères du bassin de Lorraine), ils embauchent. Pourquoi restez-vous à Paris ? Cherchez du travail ailleurs ! En étant ici, au Hibil, vous pourriez être logés en foyer puis vous seriez plus près de vos enfants !

MOI : Il y a deux ans, à la suite de mon licenciement de Rhône-Poulenc, j'ai cherché du travail en Ardèche, d'abord chez un petit paysan, puis j'ai travaillé un an chez Caravélair... J'ai réclamé mon indemnité de recherche d'emploi et de déménagement, je croyais que c'était un dû et un droit. Et bien, je n'ai rien eu car ce n'était pas une ANPE qui m'avait placé et que j'avais des emplois peu stables avant. Aujourd'hui vous me dites de chercher encore ailleurs ! De qui vous moquez-vous ? Surtout ici en Lorraine avec toutes les usines qui ferment, surtout dans la sidérurgie. Et vous pensez qu'on va embaucher aux Hibil, c'est grotesque !

Mme LE JUGE : Le tribunal correstionnel ici à Sarreguemines, se chargera de vous apprendre à trouver un emploi, vous en trouverez un bien vite !

MOI : Vous avec vos arguments, pouvez vous me dire où se trouve les Hibil et me faire un papier pour une embauche ?

Mme LE JUGE : Mais voyons, je suis juge et non pas agent placier !

MOI : Pourtant vous m'avez dit d'aller aux Hibil, qu'ils vont m'embaucher...

Mme LE JUGE : C'en est assez maintenant. Partez Monsieur, la correctionnelle s'occupera de vous.

MOI : C'est cela, Madame le juge, au revoir.

Suite de la page 8

EUROPE - USA

La guerre impitoyable des monopoles du nucléaire

Enfin, le projet Eurodif associe la Belgique, l'Espagne, l'Italie, la France et l'Iran pour construire une usine de séparations isotopiques en-dessous de Valence, dans le Tricastin et ces cinq pays mettent déjà à l'étude la construction d'une deuxième centrale Coredie. On voit donc que la lutte des capitalistes français contre la suprématie US a été aiguë et a amené ces derniers à coopérer toujours plus, sans pour autant que l'Allemagne n'emporte le plus gros morceau sur les autres trusts européens, en particulier aux Français. D'autre part, une telle coopération peut permettre aux trusts européens d'exporter des centrales sur les marchés mondiaux, en direction du tiers monde en particulier.

LES MONOPOLES EUROPÉENS FACE AUX MONOPOLES US

Pour avoir des chances de les vendre sur le marché mondial, autrement dit d'être compétitif, les trusts du nucléaire doivent pouvoir assurer à leurs vendeurs des services de retraitement et d'enrichissement. De tels services, nécessitant des capacités technologiques et de financement énormes, ne peuvent être réalisés par nos capitalistes européens que si ces derniers coopéraient en la matière, comme on vient de le voir.

Mais les monopoles US ne l'entendent pas de cette oreille. Citons les différentes pressions US lorsque l'Allemagne a signé un contrat de vente avec le Brésil d'une usine de retraitement. De même, lorsque simultanément la France annonçait son intention de livrer une usine de retraitement au Pakistan.

En menaçant de « fermer le robinet » d'uranium enrichi, les trusts US peuvent ainsi exercer des pressions très efficaces. Ceci, sous le prétexte de *« non prolifération des armes nucléaires »* ; prétexte également pour s'opposer à ce que les trusts européens vendent au tiers monde des centrales qui pourraient être utilisés à des fins militaires. Pressions intolérables et ingérences dans les affaires du tiers monde. Ces pressions peuvent aussi avoir pour effet un resserrement des liens face à la suprématie US. En témoigne, d'ailleurs, l'accord franco-allemand de 1975 (cf : ci-dessus) qui a suivi ces pressions US sur les deux pays.

Bataille serrée entre monopoles français et US, récul tactique et tendance à l'unité européenne pour s'affranchir de la dépendance des USA et de l'URSS, tel est ce qui caractérise la politique de la bourgeoisie française sur ces dix dernières années.

Toutefois, l'offensive des monopoles US reste forte, très forte et la bataille autour du nucléaire ne fait que commencer entre monopoles US et européens. Sans parler bien entendu, des conditions de travail des travailleurs du nucléaire et de tous les problèmes de sécurité qui l'entourent.

Catherine LEMAIRE

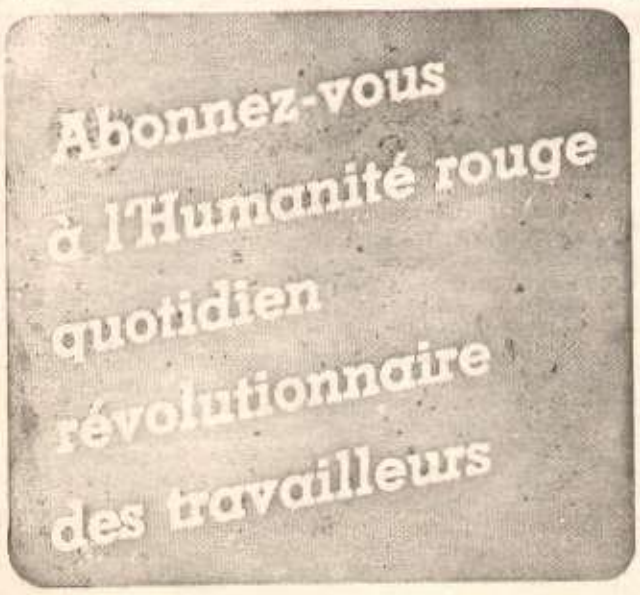
ABONNEZ-VOUS, RÉABONNEZ-VOUS A

Prolétariat

Revue théorique et politique du Comité central du PCML

En préparation
Un numéro spécial Europe
Un numéro sur la crise

Abonnement 1 an (4 numéros) : 52 F
de soutien : 80 F
Prolétariat BP 320-13 213 Marseille-Cédex 1
CCP : 2130 89 H Marseille
tel : 16-91-90-97-07



ECHOS *des entreprises et quartiers*

A Montpellier aussi, on est contre les fermetures de classes

La manifestation devant le rectorat de Montpellier a réuni 1 500 à 2 000 personnes qui s'opposent à la fermeture des écoles. (Photo correspondant régional)

LA manifestation contre les fermetures de classes qui a eu lieu à Montpellier mardi 6 février devant le rectorat a regroupé entre 1 500 et 2 000 personnes. On constate que la mobilisation est de plus en plus forte : la première manifestation rassemblait 500 personnes, et la seconde 1 000 environ.

Nombre de plus en plus important de manifestants, et colère qui gagne vraiment tout le département.

A cette manifestation, étaient présentes des écoles très éloignées de Montpellier.

Ajoutons que la grève des enseignants pour le même jour a été vraiment suivie et même par des écoles qui ne sont pas directement concernées par les fermetures de classe.

Une juste colère qui monte, qui se développe contre les inacceptables intentions de l'Education nationale.

Correspondant Montpellier

Les sapeurs-pompiers d'Ajaccio campent place des Palmiers

UNE demi-douzaine de voitures rouges attirent l'attention des passants en bas de la place des Palmiers face au port. S'agit-il d'un accident de la circulation ou d'un incendie ? Une vingtaine de pompiers sont là, qui distribuent des tracts, discutent avec la population et font signer un cahier de revendications.

La place des Palmiers est devenue la caserne des pompiers qui ont décidé — devant le refus du maire — de planter la tente jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Ils resteront une semaine, un mois, plus s'il le faut. Les panneaux, une banderoles unitaire CGT/CFDT sont édifiantes (voir encadré). Les sapeurs-pompiers professionnels achèvent de nous brosser le tableau de leurs conditions de travail.

« Il y a bien 22 véhicules et 4 grandes échelles, mais seules 2 sont utilisables faute d'effectif ». Pour la mise en route des 22 engins, il faudrait 73 pompiers, il n'y eu que 27 !

Pourtant les sapeurs-pompiers professionnels font 75 heures une semaine et la suivante 84 heures.

A partir du 1er juin, ils sont mobilisés 24 heures sur 24 sans un seul jour de congé durant trois mois, et pas un seul pompier professionnel supplémentaire durant l'été, seuls quelques jeunes, sans formation, viennent les aider. Il était envisagé de faire appel à l'armée ce fut catastrophique car les militaires ne connaissent pas le terrain, *« alors qu'il y a tant de chômage »* nous a déclaré un des grévistes.

Pour combler une partie de ce manque d'effectif, la municipalité avait trouvé une solution, la mise en place d'agents hors-statuts, appelés vacataires, auxiliaires, journaliers, à la convenance de l'employeurs.

Il est vrai qu'il s'agissait d'une solution intermédiaire, afin que ces recrues présentent les examens leurs permettant d'obtenir les spécialisations requises pour leurs nomination de sapeurs-pompiers professionnels. Belle promesse... Cette situation s'éternise depuis trois voire quatre ans, pour certains avec des conséquences plutôt facheuses. Qu'on en juge, un sapeurs-pompier s'est cassé la main durant son service, ses jours d'arrêt ne lui ont pas été payés.

Les pompiers ajaciens ont décidé une journée d'information et de sensibilisation pour le manque d'effectif flagrant qui pèse sur toute la population, mais leurs luttes rejoignent celles des sapeurs-pompiers sur le continent qui exigeat 30 000 sapeurs-pompiers supplémentaires.

Dès les premières heures de la matinée, la population ajacienne a manifesté son soutien aux pompiers, tant il est vrai qu'elle est aussi victime de la situation créé par les pouvoirs publics et particulièrement par la municipalité d'Ajaccio. A 18 heures, la pétition avait déjà recueillie 700 signatures.

Correspondant Corse

Il faut 32 sapeurs-pompiers de plus à Ajaccio

Effectifs de pompiers sur le continent :
MENTON : 26 000 habitants, 27 pompiers ;
COLMAR : 69 000 habitants, 52 pompiers ;
BELFORT : 67 000 habitants, 43 pompiers ;
ROANNE : 65 000 habitants, 50 pompiers ;
AJACCIO :
en hiver : 69 000 habitants, 27 pompiers ;
en été : 102 000 habitants, 27 pompiers/

Il manque 32 sapeurs-pompiers à Ajaccio a raison d'un agent pour 1 200 habitants comme le veulent les textes légaux.

Non Barre, nous n'avons pas signé tes pactes pour l'emploi !

Nous sommes des dizaines de milliers de stagiaires Barre.

LES STAGIAIRES BARRE POUR NOUS C'EST :

— 90 % du SMIC pour les stagiaires en entreprise;
— 75 % du SMIC, soit 1 450 F par mois pour les stagiaires en formation, de plus de dix-huit ans;
— 25 % du SMIC, soit 450 F par mois pour les moins de dix-huit ans.

Ce sont des paies systématiquement en retard. Cela veut dire bouffer des nouilles et ne pas pouvoir payer le loyer. C'est une formation trop souvent bidon, débouchant sur le chômage, l'intérim ou le travail de merde, non-qualifié.

Si l'Etat organise ces stages, ce n'est pas un hasard.

LA RÉALITÉ

— Diminuer les chiffres officiels du chômage;
— Organiser le contrôle social, le gardiennage des jeunes ; quand tu es là, tu n'es pas ailleurs à foutre le bordel !
— Fournir au patron une main-d'œuvre gratuite et docile car on espère toujours être embauché à la fin du stage.

NOUS EXIGEONS

— Un salaire minimum égal à 100 % du SMIC pour tous quel que soit notre âge.
— Le paiement régulier de nos sares.
— Repas et transports gratuits.
— La garantie de ressources égale au SMIC en fin de stage.
— La Sécurité sociale au même titre que tous les autres salariés.
— La garantie d'emploi après le stage.
— Pour les stagiaires en entreprise, une rémunération équivalente à ceux des salariés de l'entreprise.
— Droit d'organisation politique et syndicale dans les stages.
— Une réelle formation pour ceux qui le désirent.

Notre situation est celle de tous ceux qui sont touchés par la crise et particulièrement des travailleurs intérimaires, auxiliaires, vacataires, tous les travailleurs précaires qui rejoindront les files de pointage de l'ANPE.

NOUS AVONS TOUS LES MEMES BESOINS

Nous vous appelons, dans chaque stage, à réunir des assemblées générales et à tenir un rassemblement devant la direction du travail et de la main-d'œuvre :
2 bis, rue de la Jussienne Paris (2e) métro Les Halles,
Le mercredi 28 février à 15 heures
Permanence-réunion : tel 331 18 18 ; tous les mardis de 18h 30 à 20h 30
62, boulevard de l'Hôpital Paris (13e) Métro St Marcel.

La coordination des stagiaires

BLOC-NOTES

COMMUNIQUÉ DE L'UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DU CENTRE AFRIQUE

Les 19 et 20 janvier 1979, des militaires de l'armée zaïroise, à l'appel du sanguinaire Bokassa, ont tiré sur les élèves et étudiants centrafricains qui manifestaient avec le soutien des masses populaires contre la dictature fasciste, l'oppression politique et l'exploitation économique. Cette répression barbare a fait plus de 400 morts dans les rangs de masses populaires, des élèves et des étudiants.

Notre peuple n'a pas pour autant baissé les bras et continue à manifester héroïquement à travers tout le pays, défiant la répression barbare.

En vue du soutien à cette lutte et de sa popularisation, nous avons organisé le 29 janvier une manifestation devant l'ambassade centrafricaine.

Nous avons décidé d'organiser également une manifestation le vendredi 9 février devant l'ambassade du Zaïre.

Le lendemain, samedi, à 15 heures, nous organisons un meeting à la Cité universitaire internationale.

Le comité exécutif de l'UNECA (*)

** Union nationale des Étudiants de Centre Afrique.*

l'Humanité rouge bimensuelle est parue

AU SOMMAIRE

Plusieurs pages sont consacrées au courrier des lecteurs, particulièrement important après l'enquête lancée pour une nouvelle formule.

Le dossier principal est consacré à la Corse du fait de l'imminence des procès touchant une trentaine de prisonniers politiques corses.

Le correspondant régional Bretagne a enquêté à Lannion et Guingamp sur les menaces de licenciements annoncés dans l'électronique.

Un article est consacré à l'émission de télévision « Holocauste » qui a secoué l'Allemagne et va être projeté bientôt sur les petits écrans. Abonnez-vous, faites connaitre l'*Humanité rouge bimensuelle*.

Sur vos lettres adressées à L'Humanité Rouge, n'oubliez pas de mentionner: rédaction ou administration

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Depot legal 1er trimestre 1979

La centrale nucléaire de Fessenheim
Ce sont les USA qui vendent l'uranium enrichi indispensable à l'alimentation des centrales nucléaires et près de 70 % du parc nucléaire actuel a été construit sous licence US.

Europe -USA

La guerre impitoyable des monopoles du nucléaire

TOUTE l'histoire de l'industrie française du nucléraire depuis une dizaine d'années témoigne de la concurrence acharnée que se livrent les monopoles du nucléaire et, tout particulièrement, celle opposant les monopoles français aux monopoles américains. Les deux superpuissances, USA et URSS détiennent une place prépondérante en la matière. Ce sont les USA qui, seuls dans le monde, vendent aux pays capitalistes occidentaux, de l'uranium enrichi, indispensable à l'alimentation des centrales nucléaires. Près de 70 % du parc nucléaire actuel a été construit sous licence US.

C'est l'URSS qui fournit l'uranium enrichi aux pays de l'Est du Comecon. Ce sont les pays capitalistes occidentaux qui doivent, pour avoir de l'uranium enrichi, passer des contrats d'enrichissement avec l'URSS et les USA. On voit donc qu'est posé largement dans ce domaine le problème de l'indépendance du nucléaire et donc des capacités concurrentielles des pays européens par rapport aux deux superpuissances. Quelle fut la politique de la bourgeoisie française et quelle est la tendance dominante qui se dégage dans ce domaine sur ces dix dernières années ?

Nous n'aborderons pas dans cet article le problème du nucléaire et de la sécurité. Nous nous limiterons à l'analyse de la concurrence entre monopoles français et américains.

Durant des années, la bourgeoisie française a d'abord développé à grands frais un type particulier de centrales : les centrales à uranium naturel, graphite et gaz carbonique. De telles centrales leur évitaient de dépendre des USA pour la fourniture d'uranium enrichi et fournissaient du plutonium militaire.

La Grande Bretagne avait effectué le même choix. Mais dès 1966-1967, ce type de choix se révéla être peu rentable pour nos monopoles.

La construction des centrales nucléaires nécessite d'énormes investissements. Or, des centrales à uranium naturel impliquaient des procédés plus complexes et donc encore plus coûteux. Et surtout, pour que nos capitalistes puissent empocher leurs profits, il fallait encore assurer à l'industrie du nucléaire des commandes suffisantes. Or, les capitalistes français se heurtèrent à la concurrence des monopoles US.

L'OFFENSIVE DES MONOPOLES

La filière US de l'uranium enrichi s'était ouverte à travers le monde un énorme marché. En effet, à partir de 1962-1963, les deux firmes US, General-Electric et Westinghouse ont lancé une grande offensive sur le marché nucléaire : proposant des prix de dumping, elles ont enlevé un nombre considérable de marchés. Ainsi, en novembre 1969, 70 000 mégawatts étaient déjà commandés à quatre sociétés US. Sous les coups d'une telle concurrence, les monopoles britanniques abandonnèrent leur choix au profit de la filière américaine.

D'autre part, dès 1967, on assiste à une intensification de la concurrence faite aux centrales nucléaires par les centrales conventionnelles, du fait d'une baisse énorme du fuel. En effet, pour lutter contre la concurrence de l'énergie du nucléaire, tout spécialement celle des USA, les trusts pétroliers pratiquèrent des prix de dumping sur les fuels utilisés dans les centrales thermiques, en les baissant brutalement, tout en augmentant considérablement le prix de l'essence qui n'a pas de concurrent. Résultat : le montant des profits escomptés par les monopoles français des réacteurs à graphite-gaz se trouvèrent en baisse. Ainsi, en 1964, le rapport Blum-Picard du commissariat à l'énergie atomique (CEA) avait pris comme coût de référence à long terme pour le fuel un centime/thermie et envisageait dans ces conditions le réacteur en graphite-gaz comme très vite compétitif dans le Ve plan. En 1969, des contrats de fuel à long terme sont passés sur lesquels le prix de la thermie est de l'ordre de 0,55 à 0,60 centimes. Il en résulta que le nucléaire n'était plus rentable par rapport aux thermies classiques.

Face à une telle situation, le capital US intensifia son offensive à l'égard des monopoles français et on assista, dès lors, à une bataille entre monopoles US pour acquérir le marché français.

Les deux firmes US, General Electric et Westinghouse, toutes deux les mieux placées pour empocher les millions de dollars des commandes françaises, se livrèrent une bataille rangée pour emporter le marché français.

La firme Westinghouse, numéro deux mondial de tout ce qui se fait dans le domaine de l'électricité, visait l'achat de Jeumot-Schneider. Cette firme française était contrôlée à 39 % par Schneider et le baron Empain en détenait directement 61 %. L'ambition de Westinghouse était d'acheter les actions d'Empain et d'avoir ainsi une participation largement majoritaire dans la firme française. Une telle prise de contrôle aurait ainsi rendu impossible une relative autonomie industrielle de la France en matière électro-nucléaire. Quelle fut la position de la bourgeoisie française ?

REPLI TACTIQUE

La bourgeoisie française prit une position intermédiaire de repli face à l'offensive US : elle abandonna sa filière qui n'était plus rentable pour nos capitalistes français, au profit des centrales sous licence US. Il s'agit là d'une soumission à l'impérialisme US pour empocher des profits maximums pour les monopoles français. Toutefois, Westinghouse n'obtient pas la cession des 61 % d'actions d'Empain et ce refus de Pompidou, de la prise de contrôle par Westinghouse de la firme française, témoignait du souci de la bourgeoisie française de ne pas perdre toute autonomie industrielle en la matière.

De fait, il s'agissait là d'une position de repli tactique d'autant que, simultanément, la bourgeoisie française projetait la création de surgénérateurs. De tels réacteurs peuvent fournir plus de plutonium qu'ils n'en consomment et peuvent ainsi, à partir d'un certain seuil, réduire les besoins en uranium et donc assurer une plus grande autonomie de l'industrie nucléaire. Un tel projet entraîna une restructuration en grand.

LES MONOPOLES FRANÇAIS DU NUCLÉAIRE

L'État en tant que représentant de la bourgeoisie monopoliste à la haute main sur l'ensemble du cycle du combustible. François Giscard d'Estaing, frère du président, représente le CEA au sein de cette société, assurant ainsi le lien concret entre l'État et les trusts. L'EDF joue le rôle de maître-d'œuvre et oriente directement la restructuration des trusts. Actuellement, trois trusts se partagent le marché :

— 1. Creusot-Loire, du groupe Empain-Schneider : avec Framatome et Novatome dont il détient respectivement 51 % et 40 % des parts, il a remporté la première manche de la bataille sur les autres trusts français et EDF lui passe ses commandes. Il est entré dans la structure d'étude et de production des surgénérateurs, filière où le CEA bénéficie d'une avance technique sur les monopoles US.

— 2. La CGE avec l'Alsthom dont elle détient 56 % des parts s'est vue évincée par Creusot-Loire. Mais elle conserve le rapport de forces pour ce qui est des turbo-alternateurs.

— 3. Péchiney-Ugine-Kulhman (PUK) avec la Simo dont il détient 50 % des parts, le Comurex (51 %) et l'Eurofuel (51 %), livre l'uranium utilisé comme combustible.

Ce sont donc là les trois grands trusts français au profit desquels s'est effectuée la restructuration du nucléaire. Mais quoi qu'il en soit, en l'état actuel des choses, les filières sont sous licence US puisque Westinghouse a vendu ses licences à Creusot-Loire (tandis que la CGE-Alsthom a acquis des licences de Général Electric). Somme toute, cette bataille entre monopoles français a recouvert aussi une bataille des monopoles US par brevets interposés.

Néanmoins, il est clair que la bourgeoisie française déploie ses efforts pour se libérer de la tutelle des USA, pour s'affranchir de sa dépendance, en besoin d'uranium enrichi, à l'égard des USA et de l'URSS. A cet égard, la bourgeoisie française a joué la carte de l'Europe.

LA CARTE DE L'EUROPE

Pour acquérir une taille et une dimension suffisantes, les trusts européens ont été amenés à coopérer. Ainsi, la Nersa, promoteur de Superphénix, a pour sociétaire outre l'EDF, l'Enel italien et la Rive allemande. Ainsi, un important accord de coopération franco-allemand a été signé le 5 juillet 1975.

La société européenne, la Serena, détiendra l'exclusivité de la commercialisation de la technique, dans le domaine des surgénérateurs. Le CEA et Novatome détiennent 65 % des capitaux, les 35 % restants sont détenus par la société allemande KUG contrôlée par Siemens. Où voit-on la prééminence de l'Allemagne alors que le CEA est largement majoritaire, comme voudraient nous le faire croire les dirigeants du PCF ? Indiscutablement, ce projet bascule en faveur des monopoles français et va à l'encontre des thèses des dirigeants du PCF selon lesquelles la construction européenne se ferait dans tous les domaines sous domination allemande.

Suite page 6